



Déclaration FSU au CTPA du 28 janvier 2010

1. D'amers constats

Nous constatons, pour la 1^{ère} année depuis longtemps, que le bilan fermeture/ouverture de sections est positif avec 27 fermetures pour 35 ouvertures dans les **lycées** généraux et technologiques de notre académie.

L'académie de Clermont devrait même connaître la « création » de **27** postes. Cependant si l'on s'appuie sur vos créations de postes (+27), on arrive à la création d'un poste enseignant pour 36 élèves ! Si cela pouvait être de même lorsqu'il s'agit de suppression !

En **lycées professionnels**, la très grande majorité des fermetures et des ouvertures de section est liée à la disparition des BEP et à leur transformation en bac pro 3 ans ou en CAP, transformation appelée "rénovation de la voie professionnelle".

Par ailleurs on constate une baisse significative des ouvertures de CAP par rapport à la rentrée 2009 et la diminution continue des formations aux métiers du tertiaire administratif particulièrement le secrétariat.

Si l'on peut saluer l'augmentation du nombre d'emplois +60 en lycées professionnels et l'intégration dans les DHG **des heures de DIMA CIPPA**, on peut se demander si cette augmentation se fera en ayant recours à des PLP titulaires ou par l'accroissement de la flexibilité des TZR et si elle se traduira devant la faiblesse des recrutements aux concours par un recours accru aux contractuels? Mais le Président de la République a répondu lundi 25 janvier 2010 sur ce dernier point.

Alors que la **mastérisation** supprime l'équivalent de 87 emplois dans notre académie !

Alors que la transformation de 72 emplois de **TZR** en postes fixes va détériorer de nouveau les conditions de travail des TZR restants, et rendre plus difficile les possibilités de remplacement, elle ne donne aucune garantie sur la viabilité de ces postes fixes nouvellement créés.

Alors que les **administratifs** sont logés à la même enseigne avec 28 suppressions de postes, avec des missions pourtant inchangées... Cette réduction de 28 emplois d'administratifs au 1/9/2010 représente une véritable PURGE, comment pouvez-vous expliquer que dans des académies qui ont des effectifs très proches de la notre (Nice et Strasbourg), la perte d'emplois est limitée à 12 ? De plus, si l'on regarde les suppressions en volume et excepté l'académie de Lille qui perd 42 emplois, l'académie de Clermont-Ferrand arrive en seconde position avec 28 emplois supprimés, devant les académies de Créteil et Versailles qui elles en perdent 27 mais disposent d'effectifs bien supérieurs, + 127 % pour Créteil et + 167 % pour Versailles".

Si la création de 8 postes **infirmiers** est à noter positivement, cela demeure insuffisant. Nous demandons en particulier la création d'un GT pour réfléchir collectivement à l'implantation de ces postes.

2. Dans ce contexte, les réformes imposées tombent à pic !

Celle de la formation des enseignants et CPE qui en l'état se ferait au détriment de nos jeunes collègues avec une formation professionnelle réduite à peau de chagrin, au détriment in fine de

leurs élèves. D'autant que le nombre de postes aux concours de l'enseignement privé cette année est plus que doublé ! La FSU dénonce cette dégradation systématique du service public d'Education.

La réforme du lycée ensuite, qui instaure 1/3 d'horaires à disposition des établissements, n'a pour but premier que de supprimer des heures de cours, donc des postes, tout en se targuant d'agir pour le bien des élèves, alors que les programmes vont être rédigés à la hâte, au coup par coup, sans réflexion d'ensemble sur les 3 années du lycée et l'évaluation finale, en déséquilibrant encore plus les séries et les voies entre elles, en supprimant une aide individualisée rattachée à une discipline et s'effectuant en groupes de 8 maximum pour la remplacer par une aide personnalisée aux effectifs et buts indéfinis. Elle leurre les élèves en leur faisant croire qu'un stage de quelques heures pourra remplacer un trimestre complet et compromet ainsi leur réussite dans le supérieur.

Sans traiter du fond de la réforme des EPLE, l'autonomie des établissements en fait remet en cause les horaires nationaux et donne des pouvoirs accrus au chef d'établissement, elle n'autorisera plus une préparation fiable et équitable des horaires d'enseignements.

3. Personne n'est dupe de ces discours

Vous supprimez des emplois en SEGPA et EREA. Partout les effectifs grimpent, la charge de travail s'alourdit par l'accumulation de nouvelles tâches et le transfert des missions, les pressions s'accroissent, qu'elles émanent des chefs d'établissement ou du rectorat, elles touchent les personnels les plus fragiles (TZR, non titulaires), mais aussi les délégués syndicaux

Les personnels bien sûr dont **les conditions de travail se dégradent** tellement qu'ils sont de plus en plus nombreux à envisager de quitter l'enseignement et que 67 % d'entre eux déclarent être concernés par le malaise enseignant. Dans ce contexte, la FSU soutiendra tous les collègues qui pourraient se trouver sous le joug ou le coup de sanctions administratives ou financières.

Les parents et les élèves non plus ne sont pas dupes

Le ministère lui-même reconnaît le manque d'enseignants en faisant appel au Pôle Emploi pour recruter des non-titulaires ou en envisageant même de détacher des PE polyvalents dans le second degré alors que les nouveaux recrutés vont passer des concours avec un master.

La FSU appellera les personnels à poursuivre la lutte contre ces contre-réformes et à promouvoir de vraies propositions pour l'école.

4. Epreuve de rattrapage du BAC PRO :

La FSU a mené des actions pour une réécriture des conditions d'organisation de l'épreuve orale de contrôle du bac pro, elle semble avoir été entendue puisque cette épreuve a été amendée.

Mais les améliorations doivent être poursuivies : on ne doit pas limiter le rattrapage sur les épreuves ponctuelles à **l'histoire, la géographie ou au français** pour l'enseignement général. La FSU demande à ce que le ministère traite la voie professionnelle et le bac pro à égalité avec les autres voies de formation sur la base de ce qui existe dans les voies générale et technologique et par conséquent nous réclamons que **les candidats puissent choisir les matières qu'ils repassent**.